



Jacques Chirac, un "bulldozer" en politique

Pierre Bréchon

► To cite this version:

| Pierre Bréchon. Jacques Chirac, un "bulldozer" en politique. 2019. halshs-02356463

HAL Id: halshs-02356463

<https://shs.hal.science/halshs-02356463>

Submitted on 8 Nov 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Contre les fake news. Devenez adhérent·e et faites un don.

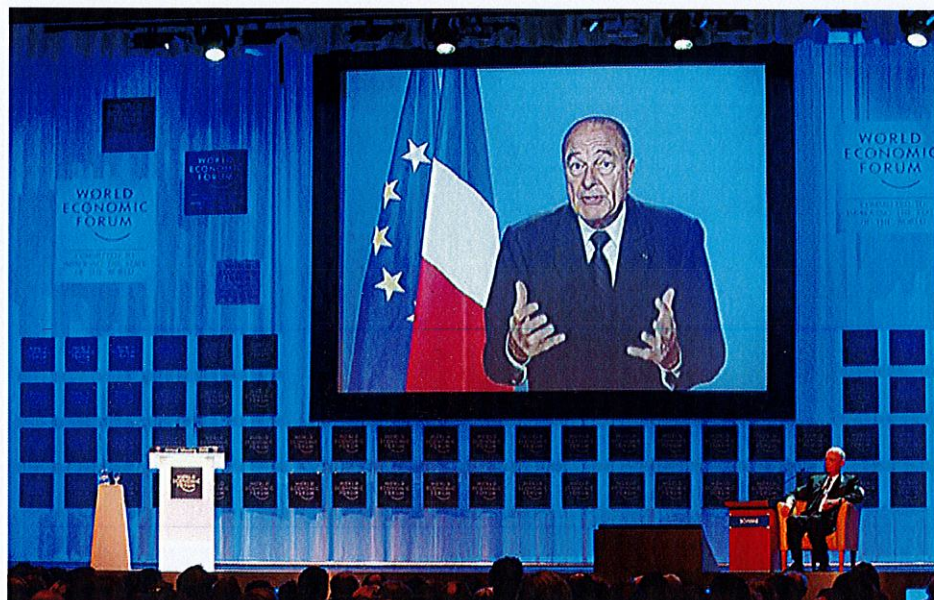
Faites un don

THE CONVERSATION

L'expertise universitaire, l'exigence journalistique

Jacques Chirac, un « bulldozer » en politique

26 septembre 2019, 12:26 CEST • Mis à jour le 27 septembre 2019, 12:39 CEST



Jacques Chirac (ici en 2005) aura marqué la vie politique française d'après-Mai 68. World Economic Forum/Flickr, CC BY-NC-SA

Auteur



Pierre Bréchon

Professeur émérite de science politique,
Sciences Po Grenoble, Auteurs fondateurs
The Conversation France



Langues

- English
- Français

Jacques Chirac est mort. Sa famille l'a annoncé, jeudi 26 septembre, auprès de l'Agence France Presse. « Le président Jacques Chirac s'est éteint ce matin au milieu des siens. Paisiblement », a déclaré son gendre Frédéric Salat-Baroux, époux de Claude Chirac.

La santé de Jacques Chirac s'était dégradée depuis son départ de l'Élysée en 2007, conséquence notamment d'un accident vasculaire cérébral survenu en 2005, durant son second mandat de président de la République. Il avait été hospitalisé pour une infection pulmonaire en 2016.

Une carrière de haut fonctionnaire engagé

Né en 1932, petit-fils d'instituteurs de la Corrèze, Jacques Chirac est socialisé très jeune aux valeurs de la République et aura quelques velléités d'engagement communiste. Il fait de brillantes études : Institut d'études politiques de Paris, puis École Nationale d'Administration.

Une année sabbatique aux États-Unis pendant ses études à Sciences Po Paris, un mariage dans une famille de l'aristocratie parisienne, un service militaire volontaire en Algérie, un nationalisme républicain contribuent probablement à son évolution vers le gaullisme en 1958.

Sa carrière de haut fonctionnaire engagé va lui permettre une ascension politique très rapide, selon un modèle qu'on peut retrouver dans d'autres familles politiques. Il est, dès 1962, chargé de mission au cabinet du premier ministre, Georges Pompidou, dont il devient un ardent partisan, étant probablement plus pompidolien que gaulliste. Il est un collaborateur apprécié, baptisé par son patron « mon bulldozer ».

Jacques Chirac est parachuté dans sa Corrèze natale pour les élections législatives de 1967, après avoir été élu conseiller municipal de Sainte Féréole en 1965. Il fait partie d'une génération de « jeunes loups » que les gaullistes lancent en politique pour assurer la relève des générations. Contre toute attente, il remporte ce fief du communisme rural, après une campagne très active, alors que le contexte national n'est pas favorable à son camp.



Jacques Chirac en famille, dans les années 70. Flashback/Flickr, CC BY-NC-SA

À 35 ans, le jeune député devient immédiatement secrétaire d'État à l'emploi, ce qui lui vaut de jouer un rôle actif auprès du premier ministre, Georges Pompidou, pendant la négociation des accords de Grenelle, en mai 1968. Il exerce ensuite plusieurs fonctions ministérielles, d'importance croissante, devenant ministre de l'Intérieur au début de 1974. Pendant la campagne présidentielle qui suit la mort de Georges Pompidou, il préfère appuyer la candidature du libéral Valéry Giscard d'Estaing plutôt que celle du gaulliste Jacques Chaban-Delmas.

Premier ministre

L'apport décisif de Jacques Chirac à la victoire giscardienne lui vaut d'être nommé premier ministre. Il défend – sans être toujours convaincu – les grandes réformes du début du septennat : majorité à 18 ans, instauration du divorce par consentement mutuel, légalisation de l'avortement, réforme de l'audiovisuel...

Mais ses rapports avec le président deviennent très vite conflictuels. Estimant ne pas avoir les moyens de mener la politique qu'il souhaiterait faire, il démissionne en 1976 et refond le parti gaulliste dans une stratégie de critique de la droite libérale au pouvoir, défendant alors un « véritable travaillisme à

la française ». Il devient maire de Paris en 1977 après une bataille acharnée avec le candidat du pouvoir giscardien, ce qui lui donne des moyens très renforcés d'action politique. Il conservera ce mandat durant 22 ans jusqu'en 1995.

Jacques Chirac, démission du 1er Ministre en 1976 - Archive INA



Il mène sa première campagne présidentielle en 1981. Chirac s'oppose toujours au président sortant, mais avec une orientation idéologique très différente puisqu'il se convertit au néo-libéralisme.

Largement distancé par Valéry Giscard d'Estaing au premier tour, il ne l'appuie que très modérément au second. Environ 15 % de l'électorat gaulliste vote en fait pour François Mitterrand, qui l'emporte.

Opposant en chef

Jacques Chirac devient alors le leader de l'opposition au « pouvoir socialo-communiste », ce qui aboutit à une victoire de celle-ci aux législatives de 1986. Le RPR ayant davantage de députés que l'UDF, François Mitterrand choisit Jacques Chirac comme premier ministre. « Cohabitant » avec un président socialiste, il exerce en fait la plus grande part du pouvoir, contrairement à son premier mandat de chef de gouvernement (1974-1976), où il était très contrôlé par Valéry Giscard d'Estaing. Il mène une politique économique libérale, avec notamment de nombreuses privatisations et la suppression de l'impôt de solidarité sur la fortune.



Le Chirac conquérant version 1986. DR

Mais après deux années de cohabitation, la popularité de Jacques Chirac s'est nettement dégradée alors que François Mitterrand s'est refait une santé en incarnant le rôle du président-chef de l'opposition. Ce dernier est donc facilement réélu, en mai 1988, pour un second mandat présidentiel, alors que Jacques Chirac fait des scores plutôt modestes (20 % des suffrages au premier tour, 46 % au second).

À nouveau dans l'opposition, Jacques Chirac doit faire face à des divisions internes à son parti, mais il

en conserve le contrôle et prépare les législatives de 1993, très largement gagnées dans un contexte de désaveu de la gauche, après deux mandats présidentiels socialistes.

Jacques Chirac, tirant les leçons de ses deux expériences de premier ministre, qui n'avaient pas constitué les tremplins espérés vers la présidence de la République, laisse Édouard Balladur, un de ses très proches collaborateurs, qui avait été son ministre de l'Économie, des Finances et de la Privatisation lors de la première cohabitation, exercer cette fonction, se réservant pour l'élection présidentielle de 1995.

À la troisième tentative

Mais la forte popularité d'Édouard Balladur dans l'opinion le conduit à se présenter lui-même, ce qui génère une guerre fratricide étonnante.

Beaucoup au RPR considèrent le combat de Jacques Chirac perdu d'avance et lui conseillent de renoncer pour ne pas faire perdre son camp. Contre toute attente, là encore, après une campagne conduite autour d'un diagnostic – plutôt de gauche – sur la « fracture sociale » qu'il convient de combler, il parvient à renverser les pronostics sondagiers et à prendre l'avantage au premier tour – de peu – sur le premier ministre sortant (20,8 % contre 18,6 %). Il est assez facilement élu au second tour contre Lionel Jospin.

C'est donc à sa troisième tentative, après une campagne à rebondissements, qu'il atteint le sommet, manifestant ainsi une grande obstination dans ses combats pour l'exercice du pouvoir politique.

Mais l'exercice de la fonction suprême ne va pas être une promenade de santé. Son premier ministre, Alain Juppé, mène une politique de rigueur budgétaire et doit affronter dès l'automne 1995 un mouvement social très important contre sa réforme des retraites et de la Sécurité sociale.

En 1996, le président Chirac annonce la suspension du service militaire obligatoire et le lancement d'une politique de professionnalisation des armées.

La popularité de l'exécutif étant fortement effritée, Jacques Chirac crée la surprise en décidant de dissoudre l'Assemblée nationale en avril 1997, un an avant le terme du mandat, estimant être alors en meilleure position pour conserver la majorité qu'en laissant s'écouler une année supplémentaire.

Ayant dissous en semblant vouloir poursuivre la même politique, Jacques Chirac perd son pari et doit, à son tour, accepter une cohabitation avec la gauche. Il est en fait privé d'une large partie de son pouvoir, exercé par le nouveau Premier ministre, Lionel Jospin, leader des socialistes, pendant les cinq dernières années de son premier mandat.

Réélu avec 82 % des suffrages

Il maintient – contre le souhait de certains de ses partisans – une stratégie de cordon sanitaire à l'égard du Front national, quel qu'en soit le prix électoral. Il doit faire face à des conflits de tendance internes au RPR et perd le contrôle de son parti. Chirac doit aussi accepter – sous la contrainte de Valéry Giscard d'Estaing et des socialistes – la réduction du mandat présidentiel à cinq ans avec une inversion du calendrier électoral, donc avec d'abord une élection présidentielle et en principe juste

après, des législatives.

Il n'en reste pas moins très obstiné dans son combat en vue d'un second mandat. Il adopte une stratégie semblable à celle de François Mitterrand lors de la première cohabitation, attaquant son premier ministre sur sa politique, notamment sur son laxisme à l'égard des délinquants et proposant au contraire une approche sécuritaire.

Bénéficiant aussi de l'éclatement de l'UDF et de l'absence d'une autre candidature de poids à droite, ainsi que de la division que la gauche plurielle entre de nombreux prétendants, il devance – avec un score modeste pour un président sortant – Lionel Jospin lors du premier tour.

Opposé au second tour à Jean-Marie Le Pen, il peut se dispenser de faire campagne et l'emporte avec 82 % des suffrages, score totalement inédit dans une élection présidentielle française.

Engagement pour l'environnement et politique anti-américaine

Ce franc succès lui permet de refaire en large partie l'unité de la droite, avec le lancement de l'UMP, Union pour la majorité présidentielle, rebaptisée ensuite Union pour un mouvement populaire. Mais il perd rapidement le contrôle de la nouvelle formation, dont Nicolas Sarkozy prend la tête fin 2004. Devenu assez pro-européen au fil de l'exercice de ses mandats, il souhaite faire ratifier le projet de Constitution européenne par référendum, opération à haut risque, qu'il va perdre nettement en 2005.

Outre une politique de baisse de l'impôt sur le revenu, des mesures fortes pour renforcer la sécurité routière, lutter contre le cancer et mieux indemniser les handicapés, son quinquennat est marqué par un engagement important en faveur de l'environnement dont une charte est mise au point et constitutionnalisée.

Surtout, il se distingue par une politique nettement anti-américaine, refusant d'associer la France à l'intervention militaire en Irak. Il doit faire face, fin 2005, à un mouvement d'émeutes dans les banlieues sensibles et au printemps 2006 à un mouvement social contre le contrat de travail première embauche, qui génère une opposition des syndicats de salariés et des mouvements étudiants, aboutissant au retrait du projet.

Les rapports du président de la République et du premier ministre, Dominique de Villepin, avec Nicolas Sarkozy vont se tendre, les deux derniers aspirant à être le candidat de l'UMP à la présidentielle de 2007.

Ayant mis le parti à son service, Nicolas Sarkozy est très largement intronisé candidat en janvier 2007 mais Jacques Chirac laisse planer le doute quant à une possible troisième candidature jusque début mars. Il annonce ensuite son soutien au candidat que son parti s'est choisi, abandonnant la polémique et le combat politique actif.



Chirac s'adresse à la nation suites aux émeutes dans les banlieues (2005). jalbertgagnier/Flickr, CC BY-ND

Dans sa retraite, Jacques Chirac va se consacrer à des actions





Jacques Chirac (ici en 2011), un retraité de la politique très populaire. Bryan Pelz/Flickr, CC BY-NC-ND

en faveur de la prévention des conflits internationaux, du dialogue des cultures, des arts premiers et du développement durable. Il siège aussi au Conseil constitutionnel jusqu'en 2010.

Comme beaucoup d'hommes politiques de premier plan ayant quitté la difficile gestion des affaires publiques, il va retrouver une forte popularité dans l'opinion.

Il laisse le souvenir d'un homme au contact facile, aimant les bains de foule et le « cul des vaches », gardien des valeurs républicaines, défenseur de la tolérance face à l'altérité, très

actif sur la scène internationale pour faire entendre la voix de la France et défendre un monde multipolaire.



Parti socialiste Elysée Front national histoire présidentielle Les Républicains François Mitterrand droite
Charles de Gaulle Jacques Chirac